

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS SAHRAOUI

Terka, les écoliers de la hmada

Dix-huit ans après le cessez-le-feu signé entre le Front Polisario et le Maroc, le peuple sahraoui attend toujours la tenue d'un référendum d'autodétermination. Dans cette situation de ni paix, ni guerre, des milliers de réfugiés tentent de mener une vie «normale» dans un milieu des plus hostiles. Parmi eux, des élèves et des étudiants qui suivent un cursus éducatif qui n'a nul autre pareil au monde.

Dossier réalisé
par Tarek Hafid

Brahim Saleh et Abdallahi Hamdi sautillent de joie. Les deux cousins, âgés de 10 et 11 ans, seront dès demain en vacances. «On va enfin pouvoir s'amuser pendant quelques jours sans avoir à penser à l'école», lance Brahim en jetant son cartable dans un coin de la kheïma, la tente familiale.

Les enfants avalent d'un trait un verre de thé brûlant préparé par Fatimatou, la mère de Brahim, et ressortent aussitôt jouer avec leurs camarades. Leur joie est identique à celle de tous les élèves du monde à la veille des vacances, mais leurs conditions de vie sont tout à fait particulières. Brahim, Abdallahi, Leïla, Aminatou vivent à Aoucerd, l'un des cinq camps de réfugiés sahraouis installés près de Tindouf, dans le sud-ouest de l'Algérie. Tout au long de leur scolarité, les terka — enfants en hassanya, langue ancestrale des Sahraouis — auront à suivre un parcours fait souvent de privations et de peines.

À la lueur du néon

Pour l'instant, nos petits élèves sont considérés comme des «privilegiés» puisqu'ils en sont encore au cycle primaire. Leur école, baptisée «Victimes de Soweto», est l'une des plus importantes du camp de réfugiés d'Aoucerd. «Je suis en cinquième. Cette année, notre classe n'est pas très chargée, nous sommes juste vingt-cinq. Cela nous permet de suivre les cours dans de bonnes conditions», explique Abdallahi.

Il décrit une journée d'école : «Le matin, nous avons classe de 8 heures 30 à 13 heures avec une récréation de 15 minutes à 11 heures. Après le déjeuner, on reprend les cours à 15 heures 30 jusqu'à 18 heures. Ce programme est quasiment identique tous les jours», raconte Abdallahi entre deux éclats de rire. La soi-

rée est souvent consacrée aux devoirs et aux révisions. «Les professeurs nous encouragent à former des groupes, généralement entre voisins. Chaque soir, l'un de nous accueille les autres membres du groupe sous sa kheïma.»

Ces séances sont particulièrement éprouvantes. Les tentes ne sont illuminées que par la lueur blafarde d'un petit néon dont l'énergie provient d'une batterie de voiture. Comme la quasi-totalité des camps sahraouis, celui d'Aoucerd n'est pas alimenté en électricité.

Outre le manque de moyens, les enfants sahraouis sont tous confrontés à divers maux dus à la malnutrition.

Généralement, le repas familial se compose d'un plat de pâtes ou de semoule agrémenté d'aliments en conserve.

Les fruits et les légumes frais sont difficiles à trouver et souvent chers.

Depuis quelques années, les aides du Programme alimentaire mondial (PAM) n'arrivent pas régulièrement, provoquant presque des situations de disette dans les camps de réfugiés.

Mais les écoliers sahraouis n'en perdent pas pour autant leur âme d'enfants. D'ailleurs, c'est à cet âge que leur est accordé le plus grand des privilèges : celui d'échapper à la fournaise du désert durant les deux mois de l'été.

Dès l'âge de 7 ans, chaque enfant sahraoui a la possibilité de se rendre en vacances en Europe — généralement en Espagne, en France ou en Italie — grâce à des programmes organisés par des ONG occidentales.

Les petits écoliers sont hébergés au sein de familles d'accueil.

Leïla garde un très bon souvenir de ses vacances. Elle tire les photos de son dernier séjour d'une petite boîte en carton. «J'ai passé deux mois dans la région de la Castia de la



Des élèves qui, malgré leur conditions, ont de très bons résultats scolaires.

Mancha. Voici la famille chez qui j'étais, dit-elle en montrant une photo de groupe. La maman s'appelle Flor et le papa Raphaël. Ils ont deux grandes filles, Maria qui a 20 ans et Melissa 26 ans. Elles ont été très gentilles avec moi. Je me suis beaucoup amusée avec elles. On est allés à la piscine, on faisait des promenades et plein d'autres activités», raconte Leïla avec une pointe de nostalgie dans la voix.

Cet été, elle retournera encore une fois auprès de Maria et Melissa. Un ultime voyage car chaque enfant n'a droit qu'à 5 séjours consécutifs. Dès l'âge de douze ans, les adolescents doivent s'habituer à la chaleur suffocante et au soleil assommant de la hmada, le désert aride qui caractérise la région de Tindouf.

Les globe-trotters
du savoir

Le passage du cycle primaire au cycle moyen provoque un véritable chamboulement dans la vie des écoliers. Ces derniers doivent quitter leurs familles pour poursuivre leur scolarité en Algérie.

Il faut, en effet, savoir que les collèges et les lycées n'existent pas dans les camps de réfugiés. «Je suis très contente de me rendre en Algérie. J'ai hâte de partir. Mais d'un autre côté, je sais que ce ne sera pas facile car je ne verrai pas mes parents durant de longs mois», reconnaît Leïla.

La petite fille est consciente de ce qui l'attend. Elle sait que plus rien ne sera comme avant et qu'elle devra se faire à la dure vie de l'internat. Agé aujourd'hui de 27 ans, Michane Sidi Salem Alate se remémore le long parcours de sa scolarité. Il est, comme des milliers d'autres enfants sahraouis, un véritable globe-trotter du savoir. Issu d'une famille de combattants, il a dû se prendre en charge dès son plus jeune âge. «Mon père est tombé au combat en 1982 près d'Amgala, au cours d'une importante bataille contre l'armée marocaine. C'était un grand guerrier, un homme aux principes inébranlables. Malheureusement, je ne l'ai pas connu. Je suis né quelques mois seulement avant qu'il ne tombe en martyr», note Michane.

A l'époque, les réfugiés affluaient encore en grand nombre des territoires occupés par le Maroc. Pour parer au plus pressé, les responsables du Front Polisario avaient installé des écoles de fortune dans les campements.

«J'ai fait mes premières années d'école à Rabouni, le camp où sont installés les institutions et les services adminis-

tratifs. Puis j'ai poursuivi jusqu'en 6^e dans un internat près du camp du 27-Février. Là, les conditions étaient très difficiles, nous avions très peu de moyens et nous ne mangions pas beaucoup. Nous n'avions le droit de voir nos parents que quelques jours par an.

A l'époque, je n'avais pas de cartable, ni de trousse. J'ai dû me contenter d'une boîte de munitions pour ranger mes cahiers et mes livres», dit Michane en souriant. Il viendra par la suite en Algérie pour suivre sa scolarité. On peut même dire qu'il a fait le tour des établissements d'Algérie : Boussaâda, Beni-Abbès, Touggourt, Adrar, Aflou, Alger... Aujourd'hui, Michane achève des études supérieures en sciences politiques à l'Université de Batna.

«Quand je repense à mon parcours, je considère qu'il y a énormément de points positifs. Il est vrai que je suis passé par des situations très difficiles que j'ai dû affronter seul, loin de mes parents. Mais j'estime que c'est une excellente expérience.» Selon Michane, les relations avec ses petits camarades algériens ont toujours été très bonnes. «En plus de l'amitié, il y avait une forme d'entraide avec mes amis algériens. Généralement, les élèves sahraouis ont de très bons résultats. Cela ne veut pas dire que les Algériens étaient de mauvais élèves, mais en tant qu'internes, nous étions astreints à de longues heures d'études après les cours. Nous n'avons qu'un seul mot d'ordre : réussir.»

L'île des frères Castro

Il existe une autre catégorie de jeunes Sahraouis qui ont opté pour une voie encore plus difficile. Une destination autrement plus lointaine que l'Algérie.

Ceux-là ont choisi de poursuivre leurs études à Cuba. «Ils partent enfants et ils nous reviennent adultes», regrette Dija Lahbib, une sexagénaire dont le fils est parti sur l'île des frères Castro. «Lahbib Mohamed Lamine nous a quittés à l'âge de 12 ans. Il a fait le collège et le lycée là-bas, puis il a suivi des études de métallurgie. J'ai subi son absence durant quatorze longues années», dit Dija Lahbib, en étouffant un sanglot. Le départ d'un enfant vers Cuba est vécu comme une véritable déchirure pour les familles.

Les années d'absence s'expliquent par le fait que le gouvernement sahraoui n'a pas les moyens de prendre en charge les frais de transport. Il y a donc un aller puis un retour... des années plus tard. Mais les familles prennent ce sacrifice

comme un mal nécessaire. Les jeunes Sahraouis qui acceptent de suivre ce programme accèdent à un niveau de formation très élevé. Médecins ou ingénieurs, ils constitueront, à l'avenir, l'élite de l'Etat du Sahara Occidental indépendant.

La révolte des étudiants

Pour comprendre l'origine de ce sacrifice et, également, la place des élites au sein de la société sahraouie, il est utile de revenir aux origines de la création du Front Polisario.

Actuellement conseiller du président de la République, Khalil Ahmed, qui était lui-même étudiant, a participé activement à ce mouvement. Un engagement qui lui vaudra d'être emprisonné et torturé par les autorités marocaines.

«On peut dire que 70% des membres fondateurs du Front Polisario sont des universitaires. Au sein du comité exécutif, le commandement de la révolution sahraouie, on peut citer, entres autres, El Ouali Mustapha Sayed, Mohamed Abdelaziz ou encore Mahfoud Ali Beïba qui étaient tous des étudiants.»

Selon Khalil Ahmed, la prise de conscience de cette jeune élite est le fruit d'un long processus.

«C'est au début des années 1970 que les étudiants et les lycéens sahraouis qui suivaient leurs études au Maroc ont commencé à s'organiser. On peut dire que tout est lié à l'affaire des villes sahraouies de Tan-Tan et de Tarfaya qui ont été offertes au Maroc par l'Espagne en 1958. Il faut savoir que les populations de ces régions s'étaient engagées dans les rangs de l'Armée de libération nationale sahraouie (ALS) contre le colonisateur espagnol. Mais après les opérations militaires Ouragan et Ecouvillon de 1958 et 1959, ces familles ont été forcées à rester à Tan-Tan et Tarfaya. Pour encadrer leurs enfants, le gouvernement marocain avait alors créé une école spéciale. Celle-ci était située au centre du pays, à Taloudent. Ils l'ont appelée l'Ecole des enfants de la Saguya El-Hamra.

Les élèves issus des familles de résistants ont été obligés de faire leur scolarité dans cette école. Devenus étudiants et lycéens, ils commenceront à réfléchir au moyen de libérer leur pays.

L'une de leurs premières actions a consisté à organiser, en avril 1971, une grève générale dans l'ensemble des universités marocaines pour protester contre la visite du ministre espagnol des Affaires étrangères, Gregorio Lopez Bravo, venu entamer des négociations avec

les autorités marocaines à propos du Sahara Occidental. Pour cela, ils ont obtenu la participation de l'Union nationale des étudiants marocains (Unem), qui était de tendance marxiste-léniniste. On peut dire que c'est une conscience embryonnaire qui s'est révélée. Puis à Tan-Tan, durant les vacances scolaires, des étudiants ont organisé une manifestation à l'occasion du Maoussem (fête religieuse)», note Khalil Ahmed.

La manifestation du Maoussem de Tan-Tan sera durement réprimée. Bien que les slogans n'étaient pas anti-marocains, la riposte des forces de l'ordre a été d'une grande violence. Ces événements ont toutefois été un élément déclencheur. Les étudiants et les lycéens sahraouis étaient finalement arrivés à l'évidence que le Sahara Occidental ne pouvait être libéré de l'occupant espagnol que par ses propres enfants et à l'intérieur même des territoires.

«Pendant les vacances de l'été 1972, nous avions pris la décision d'organiser une campagne d'alphabétisation dans l'ensemble des régions du Sahara Occidental. En plus de l'aspect éducatif, cette initiative avait également un double objectif : elle nous a permis de nous imprégner de la vie des populations nomades et de les mobiliser politiquement autour de la question de l'indépendance», rapporte Khalil Ahmed.

Elite en stand-by

La révolte du peuple sahraoui a donc été menée par différentes forces. La population nomade, qui n'a cessé de défendre son territoire depuis l'invasion espagnole en 1884 ; les syndicalistes et les étudiants, qui se sont chargés de structurer et d'organiser cette dynamique.

Mais aujourd'hui, qu'en est-il des nouvelles générations ?

Le semblant de stabilité provoqué par le statu quo imposé au dossier du Sahara Occidental a permis la formation, à un niveau très appréciable, de milliers de jeunes.

Cette élite, dont une grande partie n'a pas eu à prendre les armes suite au cessez-le-feu entré en vigueur en 1991, est, néanmoins, confrontée à la pire des plaies : le chômage.

Le gouvernement sahraoui a réussi à mettre en place des mécanismes efficaces en matière d'éducation et d'enseignement. Néanmoins, il est toujours dans l'incapacité d'initier des programmes pour l'emploi. Les quelques postes offerts sont concentrés dans le secteur de la fonction publique.

D'ailleurs, le fait de mettre en œuvre des activités économiques créatrices d'emplois pourrait s'avérer contraire au statut de réfugié. Actives sur les plans politique et culturel, les jeunes élites sahraouies sont soumises à un stand-by socio-économique.

Diplôme en poche, certains décident de s'expatrier. Le plus souvent en Espagne.

Les autres n'ont d'autre choix que de patienter dans la chaleur suffocante des camps. Tous attendent impatiemment l'organisation d'un référendum qui leur permettrait de revoir le Sahara Occidental. Mais un jour, sans doute, Brahim, Abdallahi, Leïla, Aminatou et tous les terkas quitteront la hmada pour retourner travailler sur la terre de leurs ancêtres.

T. H.

Paroles d'instits

Le métier de professeur prend une tout autre dimension lorsqu'il est pratiqué dans un camp de réfugiés. Outre les difficultés d'ordre matériel et le manque de moyens, le personnel chargé de l'enseignement est confronté à des situations très particulières.

La première difficulté concerne l'apprentissage des langues étrangères. «Les Sahraouis ont été colonisés par les Espagnols. Il est donc normal que la première langue étrangère apprise par nos élèves soit l'espagnol. Mais cette approche change totalement dès qu'ils se rendent à l'étranger pour poursuivre leurs études. Ils sont alors obligés de maîtriser le français et l'anglais.

C'est un changement radical pour eux et s'avère être problématique à gérer», explique Fatimatou, institutrice dans le camp de réfugiés d'Aoucerd. Selon elle, l'idéal serait que les écoliers soient initiés au français dès la troisième année primaire. «Cela faciliterait bien des choses une fois arrivés au cycle moyen».

Autre revendication du personnel enseignant : l'élaboration de manuels scolaires, notamment ceux dédiés à l'histoire et à la géographie. «Nous n'avons pas de livres scolaires d'histoire-géographie propre au Sahara-Occidental. Nous sommes réalistes et savons qu'il n'est pas simple d'élaborer des manuels spécifiques. Toutefois, il est nécessaire que les petits Sahraouis apprennent l'histoire et la géographie de leur pays selon des normes pédagogiques universelles. C'est primordial pour notre identité», souligne, pour sa part, Khadidjatou, elle aussi institutrice à Aoucerd.

Selon les deux professeurs, l'élaboration de manuels sahraouis bute essentiellement sur des problèmes d'ordre financier. «Nous estimons que les compétences en la matière existent. Mais imprimer et éditer des livres nécessitent des moyens matériels et financiers importants. Ici, dans le désert, nous n'avons ni maisons d'édition ni imprimeries», reconnaissent-elles.

T. H.